



Assemblée générale

Distr. générale
10 septembre 2014
Français
Original : anglais/espagnol

Soixante-neuvième session
Point 97 r) de l'ordre du jour provisoire*
Désarmement général et complet

Femmes, désarmement, non-prolifération et maîtrise des armements

Rapport du Secrétaire général

Additif**

Table des matières

	<i>Page</i>
II. Réponses reçues des gouvernements	2
Trinité-et-Tobago	2
Colombie	3

* A/68/150.

** Les informations figurant dans le présent additif ont été reçues après la publication du rapport principal.



II. Réponses reçues des gouvernements

Trinité-et-Tobago

[Original : anglais]
[18 juillet 2014]

La Trinité-et-Tobago a été le principal auteur des résolutions 65/69, 67/48 et 68/33 de l'Assemblée générale sur les femmes, le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, adoptées par consensus respectivement en 2010, 2012 et 2013.

Efforts menés à l'échelon international

- Le 25 septembre 2012, en marge de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, la Trinité-et-Tobago a organisé une manifestation de haut niveau qui a donné l'occasion d'élargir le débat sur la question des femmes, du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements.
- Lors de cette manifestation, la publication intitulée *Forces of Change: Profiles of Latin American and Caribbean Women in Combating Illicit Trafficking in Small Arms* a été présentée.

Efforts menés à l'échelon régional

Les séminaires et conférences ci-après ont été organisés au niveau régional afin de dispenser une formation dans le domaine du désarmement et de la maîtrise des armements au personnel de sécurité, y compris les femmes :

- Juillet 2010 : programme d'assistance à la destruction des armes à feu et à la gestion de leurs stocks dans les États des Caraïbes, mis en œuvre par le Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes;
- Avril et octobre 2011 et avril 2012 : formation interinstitutionnelle à la lutte contre le trafic d'armes à feu, de munitions et d'explosifs;
- Juin 2012 : table ronde régionale sur la lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre par le renforcement des contrôles aux frontières;
- Mars 2013 : atelier traitant des moyens de faire face aux attaques biologiques, organisé en collaboration avec le Comité interaméricain contre le terrorisme;
- Avril 2013 : atelier de trois jours consacré à l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité;
- Juin 2013 : cours national de gestion des arsenaux et lancement du Centre régional de formation à la gestion des arsenaux pour les Caraïbes dans le but d'assurer la gestion et la sécurité des stocks d'armes nationaux;
- Novembre 2013 : cours régional de gestion des arsenaux destiné aux États des Caraïbes;
- Avril 2014 : réunion générale et conférence annuelles de l'Association des commissaires de police des Caraïbes;

- Mai 2014 : dix-huitième réunion conjointe des Comités permanents des commissaires de police et des chefs d'état-major de la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

Colombie*

[Original : espagnol]

[7 août 2014]

Le Haut-Commissariat à la paix a déclaré que la problématique hommes-femmes est une notion transversale présidant à toutes les négociations qui se tiennent entre le Gouvernement national et les Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple (FARC-EP), et a signalé qu'une sous-commission de l'égalité avait été créée pour superviser tous les accords tenant compte de cette problématique.

En outre, le Ministère de la défense a informé des progrès accomplis en matière d'égalité des sexes, notamment : 1) la création du Conseil supérieur de la présidence pour l'égalité; et 2) la mise sur pied d'un vaste cadre normatif englobant les droits sexuels et procréatifs, la prévention des violences et voies de fait, et l'égalité dans l'exercice des droits politiques (voir, entre autres dispositions importantes, la loi des quotas dans les sphères sociale et culturelle).

En ce qui concerne les moyens de promouvoir le rôle des femmes dans le désarmement, la non-prolifération et la maîtrise des armements, il est proposé de : 1) faire participer les groupes et associations de femmes aux tables rondes et programmes consacrés à la question; 2) créer, en collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), des commissions consultatives pour les programmes nationaux et internationaux de désarmement; et 3) encourager la mise sur pied d'observatoires militaires pour l'égalité chargés de promouvoir, par des moyens techniques et administratifs, la prise en compte de la femme dans lesdits programmes.

* Le texte intégral de la communication présentée par le Gouvernement ou l'entité est disponible sur le site Web du Bureau des affaires de désarmement (www.un.org/disarmament/gender). Le présent rapport ne contient qu'un résumé.